

REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Initiative Conjointe de Suivi des Marchés

Analyse Intermédiaire

Décembre 2019



Source : Paola Gomez – mai 2019.

À propos de REACH

REACH facilite l'élaboration d'outils et de produits d'information visant à renforcer les capacités des acteurs humanitaires à prendre des décisions informées lors de situations d'urgence, de redressement et de développement. Pour ce faire, les méthodes utilisées par REACH incluent la collecte de données primaires, suivie d'une analyse approfondie de celles-ci. Toutes les activités sont menées dans le cadre des mécanismes de coordination inter-agences. REACH est une initiative conjointe d'IMPACT Initiatives, d'ACTED et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche – Programme opérationnel pour les applications satellitaires (UNITAR-UNOSAR). Pour plus d'informations, veuillez consulter notre site internet : www.reach-initiative.org. Vous pouvez nous contacter directement à : geneva@reach-initiative.org et nous suivre sur Twitter : @REACH_info.

RÉSUMÉ

Le présent rapport présente une analyse des six premiers mois de collecte de données dans le cadre de l'Initiative Conjointe de Suivi des Marchés mise en place en avril 2019 en République Centrafricaine (RCA). Les collectes d'informations ont été réalisées par les équipes terrain des sept partenaires engagés à couvrir 14 marchés du pays.

Cette note d'analyse a pour objet de mettre en lumière les premiers résultats ainsi que les premières tendances qui se dégagent du suivi des prix et des disponibilités d'une liste d'articles de première nécessité en RCA. Elle a été réalisée afin de donner une nouvelle dimension aux données collectées.

En effet, la publication mensuelle d'une fiche technique et d'une base de données permet aux acteurs humanitaires qui le souhaitent d'assurer un suivi sur leurs zones d'intérêt. L'analyse permet quant à elle d'avoir une vision plus globale, tant en termes de couverture géographique, c'est-à-dire une analyse par zone plutôt que par localité, qu'en termes de temporalité, c'est-à-dire au cours des six derniers mois plutôt que d'un mois à l'autre.

Le présent document vise à appréhender les marchés centrafricains par zone géographique et par type de produits. Par zone d'abord, puisque cela permet de qualifier l'intégration des marchés entre eux, de statuer de leur interconnexion, et de comparer différentes réalités entre des zones plus ou moins enclavées. Par type de produits ensuite car cela apporte une information sectorielle aux acteurs humanitaires ; le suivi des produits non alimentaires, d'hygiène et/ou alimentaires peut tour à tour renseigner des actions dans le domaine de l'hygiène, de la sécurité alimentaire ou encore de la relance économique.

Il ressort de cette analyse trois points saillants, exposés ci-après.

1. **Les marchés suivis sont peu intégrés** : à l'exception de Bangui, aucun marché suivi n'a été identifié comme pôle commerçant pour une zone géographique.
2. **Les prix, notamment pour les denrées alimentaires, sont largement volatiles** : ils peuvent varier significativement d'un mois à l'autre et ne suivent pas nécessairement des tendances uniformes au fil des mois.
3. **L'approvisionnement des marchés dépend essentiellement du transport des marchandises** : principalement affecté par l'insécurité et la dégradation des axes routiers.

En termes opérationnels, cela signifie que **des études de marchés plus approfondies sont nécessaires**, avant toute intervention à l'échelle des marchés, afin de comprendre à quel niveau se situent les pôles commerciaux en RCA. Il est nécessaire de progresser vers une analyse de plus en plus localisée des marchés afin de comprendre les interconnexions des marchés (quel marché dépend de quel autre marché) et de pouvoir les qualifier (dans quelle mesure la situation d'un marché principal impacte celle d'un marché secondaire). **Le suivi mensuel des prix est primordial** pour assurer une veille actualisée de la situation d'une zone donnée. Enfin, l'analyse des marchés ne saurait être déconnectée d'une **vision transversale** de la situation.

EXECUTIVE SUMMARY

This report presents an analysis of the first six months of data collection carried out within the framework of the Joint Market Monitoring Initiative. This initiative was launched in April 2019 in the Central African Republic (CAR). Since then, seven implementation partners have gathered information across 14 markets in the country.

The purpose of this analysis note is to highlight the first results as well as the first trends that emerge from the monitoring of prices and availability of a list of essential items in CAR. It is elaborated in order to provide an in-depth analysis of the data collected.

Indeed, the monthly publication of a factsheet and a database allows humanitarian actors to monitor their respective areas of interest. In turn, the analysis offers a broader vision, both in terms of geographic coverage, an analysis by area rather than by locality, and in terms of timeframe, the evolution over the past six months rather than one month over the other.

The purpose of this document is to understand CAR's markets by geographic area and by type of product. First of all, the understanding of geographical area enables to qualify the integration of markets and its level of interconnection. It allows a comparison between different local contexts and an identification of landlocked areas. Then, the understanding of the situation by product type provides sectoral information to humanitarian actors. In fact, the monitoring of non-food, hygiene and/or food products feeds into the humanitarian interventions in the fields of hygiene, food security or even economic recovery.

Three salient points emerge from this analysis, set out below.

1. **The markets monitored are poorly integrated:** with the exception of Bangui, no monitored market has been identified as a trading pole/pivot for a geographic area.
2. **Prices, especially for food, are highly volatile:** prices can vary significantly from one month to another and do not necessarily follow uniform trends over time.
3. **Market supplies depend essentially on goods transportation:** mainly affected by insecurity and roads deterioration.

In operational terms, this means that a **more in-depth market assessment is needed**, prior to any intervention on a marketplace, in order to identify trading hubs in CAR and to understand their scope of commercial influence. It is necessary to progress towards an increasingly localized analysis of the markets in order to understand the interconnections of markets (which market depends on which other market) and to be able to qualify them (to what extent the situation of a main market impacts a secondary market). **Monthly price monitoring is essential** to keep the situation in a given area up to date. Finally, market analysis cannot be disconnected from a **transversal analysis of the situation**.

Résultats-clés

Les résultats clés de l'analyse intermédiaire de l'Initiative Conjointe de Suivi des Marchés sont les suivants ; **les marchés urbains suivis en République Centrafricaine semblent peu connectés entre eux**, y compris au sein d'une même zone d'étude. Une extension de la couverture géographique de l'initiative devrait permettre de recentrer l'analyse au niveau des localités et donc de dégager des pôles d'influence plus précis dans les différentes zones de RCA. Par ailleurs, les marchés dépendent d'un approvisionnement externe, depuis le Cameroun principalement, et interne, centralisé à Bangui pour la plupart des produits suivis. A noter toutefois, que les produits alimentaires sont principalement produits localement (maïs, manioc, arachide et haricots).

Ensuite, **les prix des produits suivis sont largement volatiles**, notamment pour les produits alimentaires. Cette volatilité est en partie due à la saisonnalité mais aussi aux conditions sécuritaires de la localité. L'analyse préliminaire des tendances de prix montre que certains produits, d'une part, bénéficient d'un prix relativement fixe, plus ou moins élevé selon les localités ; par exemple le savon peut être vendu 200 XAF ou 500 XAF selon les localités mais son prix ne varie que très peu au fil des mois. D'autre part, d'autres produits présentent des prix variables d'une localité à une autre et d'un mois à l'autre ; par exemple, le manioc peut passer de 200 XAF à 400 XAF le kilo, pour une même localité d'un mois à l'autre, et est plus ou moins cher selon les localités étudiées. Les variations de prix qui en résultent sont donc difficiles à cerner tant en termes de sens que d'amplitude sur les six premiers mois de collecte de données. Il convient de préciser que des cycles de collecte de données additionnels devraient permettre de sortir d'une analyse de type « micro », afin de dégager des tendances à plus long terme et d'établir des analyses davantage localisées d'évolution des prix.

Enfin, les marchés centrafricains sont **tributaires des conditions d'accès et du transport des marchandises** - l'état des axes routiers, la disponibilité de moyens de transports, les taxes douanières, la sécurité sur les axes. A ces difficultés structurelles, s'ajoutent la saisonnalité et la situation sécuritaire volatile du contexte centrafricain. Tous ces facteurs compromettent les capacités de réapprovisionnement des commerçants. Ces derniers sont souvent dépendants de l'arrivée de camions de marchandises, depuis le Soudan du Sud pour Obo ou depuis Bangui pour Bangassou par exemple, mais dont la fréquence reste incertaine compte tenu des difficultés évoquées plus haut.

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ	2
EXECUTIVE SUMMARY	3
INTRODUCTION	6
LES NIVEAUX DE PRIX ET LES TENDANCES	9
Evolution par type de produits	11
Zone ouest (Bocaranga, Bossangoa, Bouar et Paoua)	14
Zone centre (Bambari, Bossembélé, Kagabandoro, Kouango, Sibut)	17
Zone sud-est (Bangassou, Obo, Zémio)	20
Autres zones (Bangui et Bria)	22
L'APPROVISIONNEMENT	23
CONCLUSIONS ET PERSPECTIVES	26
ANNEXES	27
Annexe 1 : Méthodologie de la collecte de données	27
Annexe 2 : Liste et liens des productions de l'ICSM	29

INTRODUCTION

Contexte et justification de l'Initiative Conjointe de Suivi des Marchés

La crise qu'a connu la République Centrafricaine (RCA) depuis 2013 a renforcé les perturbations qui pouvaient exister quant au fonctionnement des marchés, et ce à plusieurs égards ; insécurité sur les routes et autour des marchés, déplacement de populations, perturbations de l'accès aux terres cultivables, exil des commerçants, destruction des moyens de subsistance des populations, taxes illégales sur les transports de marchandises de la part des groupes armés etc.¹

Face à cette situation, un nombre croissant d'acteurs humanitaires se sont intéressés à la possibilité de mettre en place des programmes basés sur des modalités d'intervention sous forme de transferts monétaires. Ces interventions permettent un meilleur rapport coût/efficacité ainsi qu'une plus grande flexibilité d'intervention tout en respectant la dignité et les préférences des bénéficiaires. A ce titre, les résultats de la [MSNA 2019](#) soulignent que les populations vulnérables elles-mêmes expriment une préférence pour une assistance perçue sous forme d'argent, et ce dans la majorité des secteurs comme le montre la figure 1.

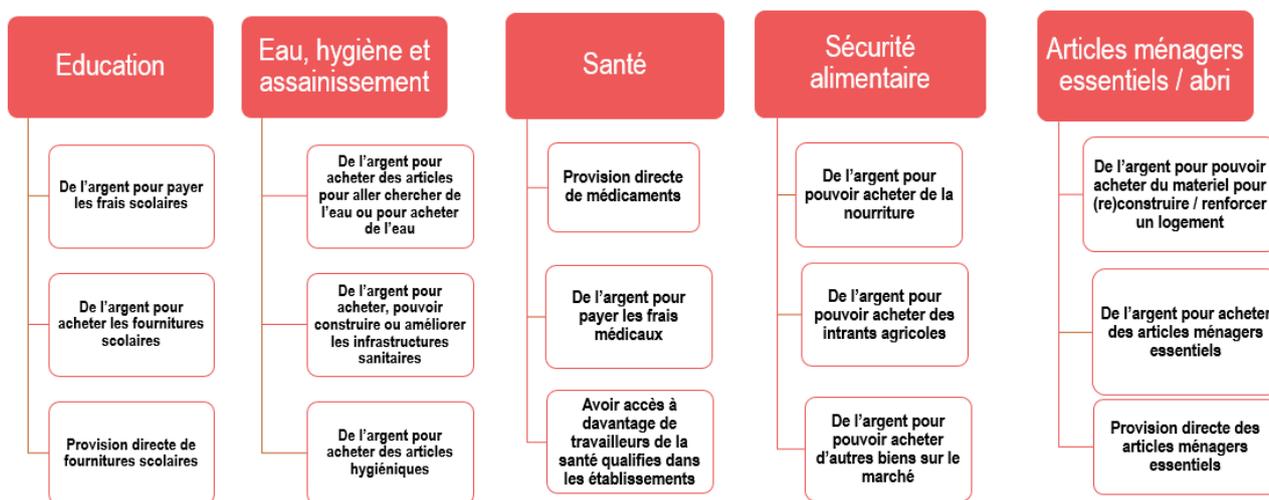


Figure 1. Présentation des préférences exprimées par les bénéficiaires en termes de modalités d'assistance, MSNA 2019.

Question posée : « Si vous deviez recevoir une assistance pour adresser l'inquiétude en « ... » exprimée, que souhaiteriez-vous recevoir ? »

Par ailleurs, l'organisation par le Groupe de Travail sur les Transferts Monétaires (GTTM) d'une formation dispensée par le *Cash and Learning Partnership* (CaLP) entre le 9 et le 13 décembre 2019 confirme le vif intérêt de la communauté humanitaire pour le renforcement des connaissances et la capitalisation sur les bonnes pratiques et la faisabilité des activités de transferts monétaires en RCA.

Sur la base des recommandations du Plan de Réponse Humanitaire de 2018², qui préconisait la mise en place d'un système de suivi des prix avant et après une distribution dans le cadre de programmes incluant une modalité de réponse sous la forme de transferts monétaires, le GTTM a mis en place l'Initiative Conjointe de Suivi des Marchés (ICSM) en avril 2019. L'objectif de cette initiative est de mieux comprendre comment les marchés centrafricains réagissent à la crise, et d'informer les réponses sous forme de transferts monétaires. Il s'agit de mettre à disposition de la communauté humanitaire davantage de données structurées et harmonisées sur les niveaux de prix des articles de première nécessité, ceux du MEB³ et une liste de produits additionnels, au niveau des principaux marchés de la République Centrafricaine.

¹ Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires, « [Aperçu des besoins humanitaires \(HNO\) 2019 – République Centrafricaine](#) », Octobre 2019.

² [Plan de Réponse Humanitaire, OCHA, 2018](#), p16.

³ Le panier de dépenses minimales (*Minimum Expenditure Basket* - MEB) est défini comme ce dont un ménage a besoin pour répondre à ses besoins de base, quelle que soit la saisonnalité, et son coût moyen. « La définition de ce qui devrait ou ne devrait pas être inclus dans le panier en tant que « besoin fondamental » varie selon

L'intérêt de l'ICSM en République Centrafricaine est de pouvoir assurer une veille active quant aux prix et à la disponibilité de certains produits de base sur les marchés. L'objectif final est de pouvoir aider les acteurs humanitaires à acquérir une meilleure compréhension de leurs zones d'intervention et donc mettre en œuvre des stratégies de réponse toujours plus adaptées aux contextes locaux. L'arbitrage entre une distribution en nature, l'organisation d'une foire, ou encore la distribution de coupons doit se faire sur la base d'une compréhension affinée de l'état du marché local, de ses niveaux de prix et de ses capacités d'approvisionnement.

En effet, au-delà des niveaux de prix, l'ambition de l'initiative est également de comprendre comment les marchés sont intégrés et interagissent entre eux, l'impact de facteurs comme la saisonnalité ou l'insécurité sur les niveaux de prix ou encore la disponibilité des produits à la fois alimentaires et non alimentaires selon les zones considérées.

Pour répondre à ce besoin en informations, un sous-groupe de travail a été créé, spécialement dédié aux activités de suivi des marchés. Il est co-facilité par REACH et OCHA (*Office for the Coordination of Humanitarian Affairs* – Bureau de Coordination des Affaires Humanitaires) et se compose des partenaires opérationnels qui se sont engagés à effectuer les collectes de données sur des marchés de leur choix, pertinents selon leurs zones d'intervention.

Les mois d'avril et mai 2019 ont permis de réaliser des phases pilotes sur les différents marchés ciblés. Cela a permis aux équipes d'appréhender la méthodologie relative au suivi des marchés et de tester les outils sur le terrain. A partir du mois de juin 2019, les données collectées ont été exploitées pour la publication de fiches informatives mensuelles. Elles sont accompagnées de base de données disponibles pour toute la communauté humanitaire (voir la section annexes). Au total, six mois de collecte ont été réalisés entre juin et novembre 2019.

Le présent rapport est articulé autour de l'étude des deux principales composantes de l'ICSM : le niveau des prix et l'approvisionnement. Dans une première partie il s'agira donc d'étudier les prix du Panier Minimum d'Articles de Survie (PMAS) et du panier de produits supplémentaires et leur évolution. Cette analyse sera déployée tout d'abord au niveau national, puis par type de produits et enfin par zones géographiques identifiées comme pertinentes dans le cadre du suivi des marchés. La seconde partie du rapport se concentre sur les routes d'approvisionnement qui ont pu être identifiées pour certains marchés.

Finalement, les conclusions générales des six premiers mois de collecte ainsi que les perspectives de l'ICSM pour les futurs cycles de collecte sont exposés en fin de rapport.

Les annexes comportent une présentation plus détaillée de la méthodologie mise en œuvre ainsi que la liste complète des liens vers les productions de l'ICSM, fiches techniques et bases de données.

les communautés cibles, les secteurs, les mandats des agences et les priorités du gouvernement », *Operational guidance and toolkit for multipurpose cash grant*, CaLP.

Aperçu du bilan des six premiers mois de collecte de données

7 partenaires terrain

A la fois des organisations non gouvernementales (ONG) nationales et internationales. Les acteurs sont :

ACTED
 ACTION CONTRE LA FAIM
 CONCERN WORLDWIDE
 INTERNATIONAL RESCUE
 COMMITTEE
 OPED
 OXFAM
 SOLIDARITES INTERNATIONAL

14 marchés couverts

Répartis dans diverses préfectures de la RCA, couvrant ainsi les zones ouest, centre et est du pays. Ces marchés sont les suivants : Bambari, Bangassou, Bangui, Bocaranga, Bossangoa, Bossembélé, Bouar, Bria, Kagabandoro, Kouango, Paoua, Obo, Sibut et Zémio.

22 produits suivis

Les produits suivis lors des collectes mensuelles sont de deux ordres : d'une part les articles composant le Panier Minimum d'Articles de Survie (PMAS) et, d'autre part, le panier d'articles supplémentaires.

Le PMAS est constitué du minimum d'articles censés répondre aux besoins d'un ménage de cinq personnes en RCA pour une durée d'un mois. Le contenu du PMAS a été défini par le GTTM en consultation avec les différents partenaires en 2019. Il est adapté au contexte national de la collecte et permet la comparaison des résultats entre les marchés. Le PMAS reprend une partie seulement des produits du Panier de Dépenses Minimum (MEB). Des biens ont été enlevés du périmètre d'étude de la collecte, dans le but de se concentrer sur les besoins d'urgence. Par ailleurs, les besoins en éducation ou santé ne sont pas toujours mesurables sur un marché (ex : frais d'une consultation).

La liste de produits supplémentaires est constituée d'articles également considérés comme des biens de première nécessité en RCA. Ils ne sont pas intégrés dans l'étude et la définition du prix du PMAS, mais fournissent des informations complémentaires sur l'état des marchés dans le pays. Ils sont au nombre de cinq : le pagne, la cuvette métallique, la bouta, le bois de chauffage et l'essence.

LES NIVEAUX DE PRIX ET LES TENDANCES

La principale valeur ajoutée de l'ICSM est de pouvoir affiner la compréhension commune des divers marchés centrafricains via notamment l'analyse des tendances de prix. Toutefois, avant d'examiner les tendances qui se dégagent, il convient de mentionner les limites de la collecte de données et de l'analyse présentées dans le document :

1. La couverture géographique n'a pas été la même au cours des six mois de collecte. Ainsi, chaque mois, le suivi des prix incluait des localités présentant des prix médians différents. Selon les mois, inclure ou non certaines localités impacte nécessairement le niveau de prix médian calculé à l'échelle nationale. Or, ce prix médian national est utilisé pour pallier les données manquantes sur les produits indisponibles dans les localités étudiées. On comprend donc que les prix obtenus pour le calcul du PMAS, ne sauraient être qu'indicatifs et non représentatifs des réalités des zones étudiées ;
2. Les calculs qui suivent ont été élaborés sur la base d'une comparaison de mois en mois et non par rapport à un mois de référence. En effet, la définition d'un prix de référence pour chaque marché ne pourra être possible qu'au terme de nombreux cycles de collecte qui permettront de qualifier les variations de prix par rapport à une « normale » ;
3. Pour le calcul des variations de prix, les produits manquants ont été écartés afin de pallier le manque de données et le biais induit par le remplacement de ceux-ci par les prix observés au niveau national (cf. premier alinéa). A titre d'exemple, les évolutions des prix pour la localité de Bangassou ont été établies sans la majeure partie des articles ménagers essentiels, souvent indisponibles dans la localité, afin d'essayer de ne capter que l'évolution des prix propre à la zone.

Les marchés étudiés ont été regroupés par zones géographiques : ouest, centre, sud et est. Ces regroupements correspondent à des similarités observées au fil des mois, tant en termes de niveaux de prix que de conditions d'approvisionnement des marchés. Toutefois, ces ensembles sont une proposition d'étude faite dans le but de faciliter l'analyse et de mettre en lumière des spécificités constatées sur quelques localités. **Ils peuvent et doivent être amenés à changer à mesure que l'ICSM s'étend géographiquement et que la compréhension de l'intégration des marchés centrafricains s'affine.**

Il est parfois fait mention dans le présent rapport de « PMAS national », « médiane nationale » ou encore « prix observés à l'échelle nationale ». L'emploi du terme « national » fait référence à l'ensemble des localités étudiées pour un mois donné. Les indications de prix ne sont en aucun cas représentatives de la situation à l'échelle de tout le pays. Ainsi, le PMAS « national » renvoi au PMAS médian pour 10 marchés au mois de juin et 9 marchés au mois de juillet, qui ne sont pas nécessairement les mêmes.

Au niveau national, **le coût médian du PMAS a augmenté entre le mois de juin et le mois de novembre 2019**, passant de 65 927 XAF à 72 968 XAF, soit une augmentation de l'ordre de 11% entre ces six mois. Cette augmentation est principalement due à une augmentation des prix des produits alimentaires, tandis que les prix des produits non alimentaires et des produits d'hygiène sont restés plutôt stables au fil des mois. De façon générale, sans tenir compte du profil des marchés suivis, nous pouvons dire que selon les mois :

- Le coût du **PMAS de produits alimentaires** varie entre 50 000 XAF et 70 000 XAF ;
- Le coût du **PMAS de produits non alimentaires** varie entre 3 000 XAF et 3 500 XAF ;
- Le coût du **PMAS de produits d'hygiène** reste stable autour de 1 500 XAF ;
- Le coût du **panier de biens supplémentaires** varie entre 12 000 XAF et 14 000 XAF.

Parmi les six mois de collecte, **le mois de novembre est celui qui présente le PMAS le plus élevé**. Entre le mois d'octobre et le mois de novembre 2019, si l'on considère uniquement les marchés suivis sur les deux mois consécutifs, à savoir Bangassou, Bangui, Bocaranga, Kagabandoro et Kouango, alors on constate une hausse importante des prix pour le manioc (+29%), le bidon (+22%) et le sel (+11%). Hormis ces variations, les prix des produits non alimentaires étaient plutôt à la baisse tandis que les prix des produits alimentaires étaient stables. Par ailleurs, au mois de novembre, l'ICSM comptait le marché de Zémio parmi les marchés suivis. Or, la localité de Zémio présente des prix particulièrement élevés par rapport à d'autres localités.

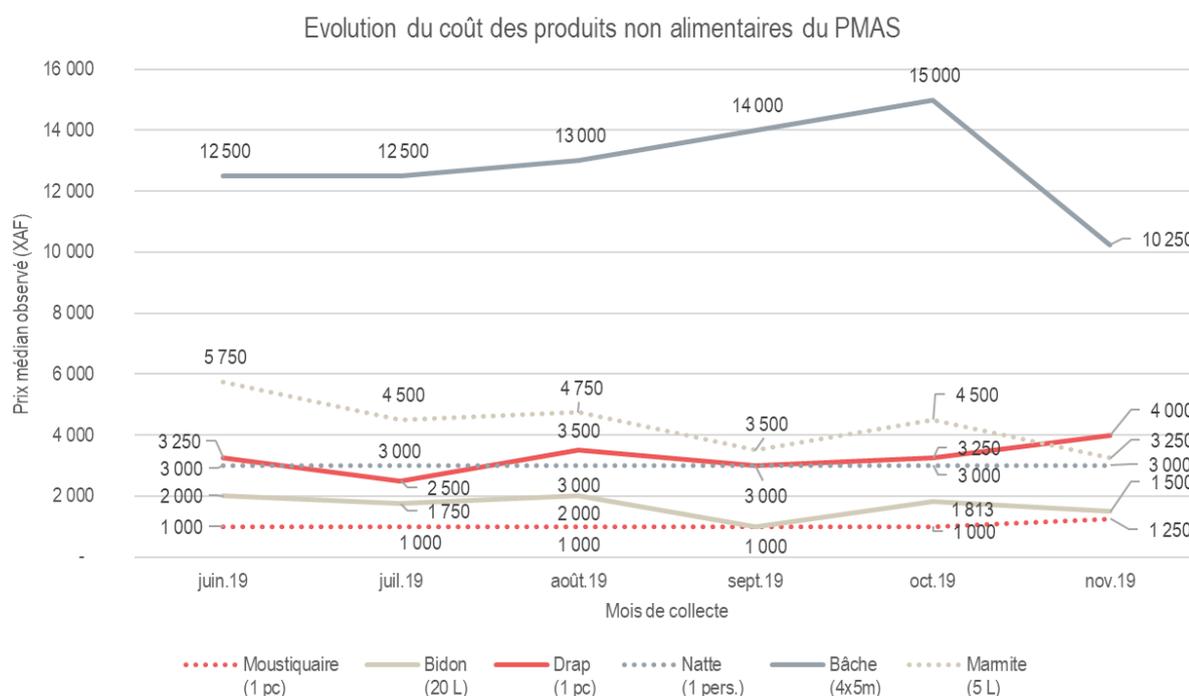
D'autre part, au cours de la période des six premiers mois de collecte, **une baisse du coût du PMAS a été enregistrée au mois d'août puis au mois d'octobre 2019**. Comme mentionné plus haut, la différence de couverture géographique pourrait expliquer ces variations de prix. Au mois d'août particulièrement, pour les marchés suivis en juillet et en août, on observait une baisse significative des prix pour le maïs (-50%), le sel (-50%), le riz (-17%) et l'arachide (-15%). Pour le mois d'octobre, ce sont les baisses des prix du manioc (-60%), du haricot (-26%) et du sel (-17%) qui expliquent une chute du prix total du PMAS.

En termes de disponibilité des produits suivis, il apparaît **qu'au niveau national ce sont principalement les produits non alimentaires qui sont indisponibles**, notamment les moustiquaires, les bâches, les marmites. Cela ne signifie pas pour autant que ces produits sont introuvables dans les différentes localités mais simplement qu'ils ne sont pas habituellement vendus sur les marchés suivis. **Concernant les produits alimentaires, c'est surtout le maïs qui est rapporté comme indisponible sur les marchés**. Par ailleurs, au plus fort de la saison des pluies, entre juin et septembre 2019, le manioc et les haricots étaient également indisponibles sur les marchés. La disponibilité impacte nécessairement le coût total du PMAS calculé chaque mois, puisque le prix d'un produit non disponible est remplacé par le prix médian observé à l'échelle nationale.

Evolution par type de produits

Afin d'étudier l'évolution des prix des différents produits suivis, le prix médian de l'ensemble des localités étudiées a été considéré pour chaque produit. Ce prix est donc la médiane des prix disponibles sur les marchés suivis.

Pour le PMAS de produits non alimentaires, on constate que les prix ont été globalement plutôt stables sur la période des six mois de collecte entre juin et novembre 2019, comme le montre le graphique 1. On peut noter toutefois une baisse significative, aux alentours de 30%, du prix de la bâche au mois de novembre, sur l'ensemble des localités étudiées.

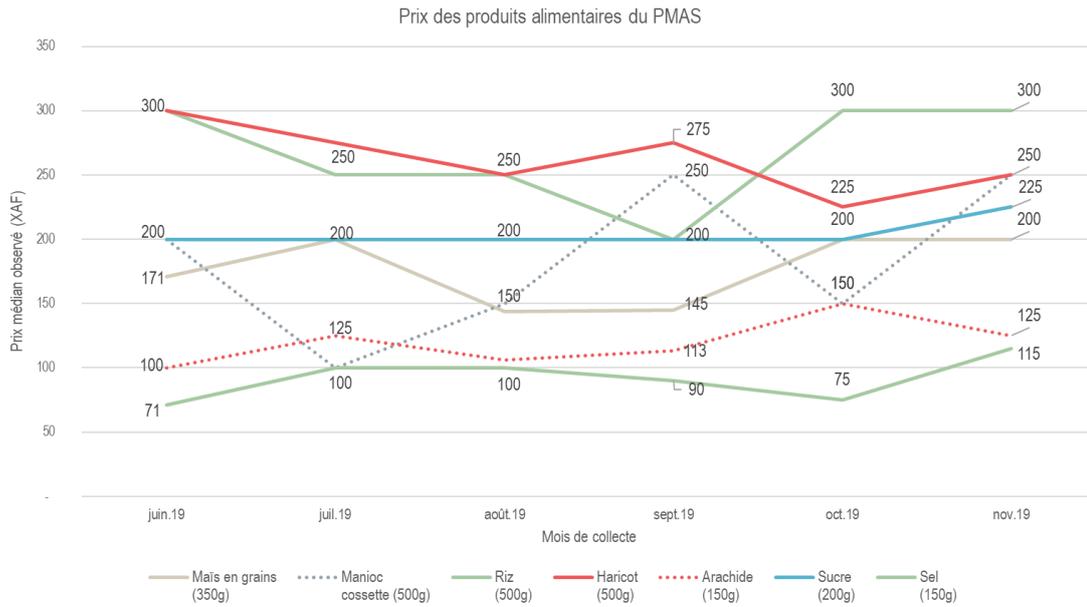


Graphique 1. Graphique présentant l'évolution des prix des produits non alimentaires du PMAS, pour l'ensemble des localités évaluées entre juin et novembre 2019.

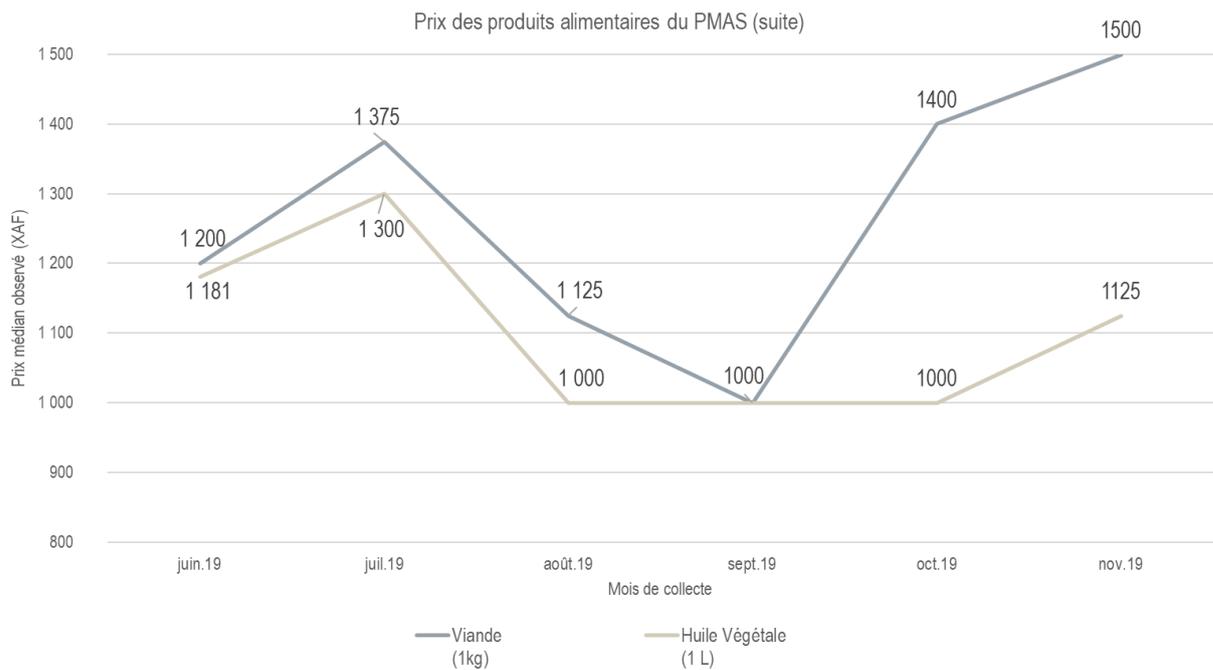
Selon les enquêteurs sur le terrain, la disponibilité et le prix de cet article sur le marché dépend fortement des distributions des ONG ; il s'agit d'un produit qui n'est que rarement disponible sur le marché, il est revendu à la suite de distributions et son prix varie en fonction du nombre disponible.

De façon générale, les prix sont relativement stables mais ces produits sont difficilement trouvables dans de nombreuses localités. Pour Bangassou par exemple, au mois de novembre, la totalité des articles ménagers essentiels n'ont pas été trouvés. Il en est de même à Bangui, Bria et Sibut pour la moustiquaire, la bâche et la marmite. Il faut nuancer toutefois en rappelant que dans chacune des localités, seul un marché est suivi. Ainsi pour Bangassou et Bangui, qui sont des localités importantes qui disposent de plusieurs marchés, il est possible que ces articles soient présents sur d'autres marchés qui ne sont pas encore suivis dans le cadre de l'ICSM. Une extension de la couverture de l'initiative, y compris au sein d'une même localité, permettra d'être plus exhaustif sur la disponibilité de certains produits au sein des localités étudiées. En l'état, les prix des articles non trouvés sur les marchés suivis sont souvent remplacés par une médiane nationale calculée sur un nombre restreint de marchés, qui ne saurait refléter de manière exhaustive la réalité et les diversités des marchés étudiés.

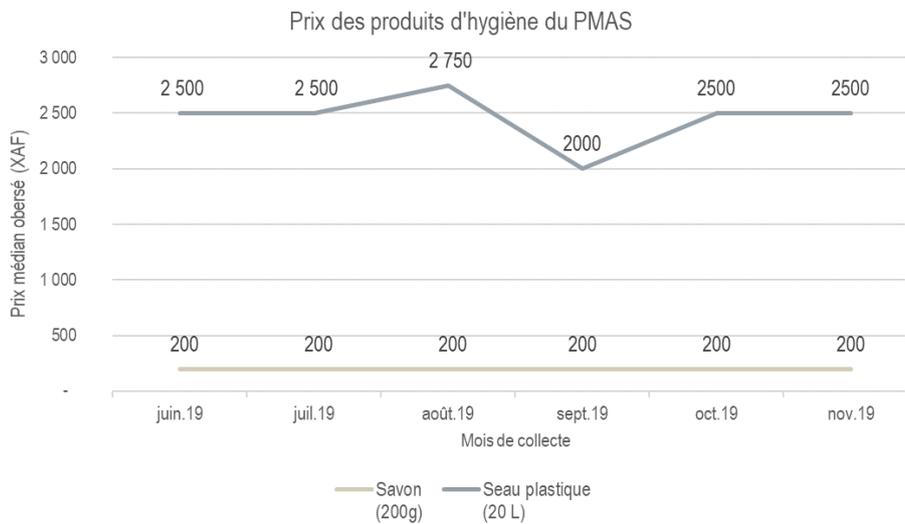
Pour les produits alimentaires du PMAS, on constate que les prix sont plutôt volatiles au cours des six derniers mois, comme le montrent les graphiques 2 et 3 (les produits ont été séparés par ordre de prix afin de faciliter la lecture). Toutefois, une différence peut être faite entre des produits comme le manioc dont le prix peut être divisé ou multiplié par deux d'un mois sur l'autre, et le sucre dont le prix est resté stable au fil des mois. On peut noter également une augmentation progressive du prix de la viande depuis le mois de septembre, passant de 1 000 XAF à 1 500 XAF pour un kilo.



Graphique 2. Graphique présentant l'évolution des prix des produits alimentaires du PMAS, pour l'ensemble des localités évaluées entre juin et novembre 2019.



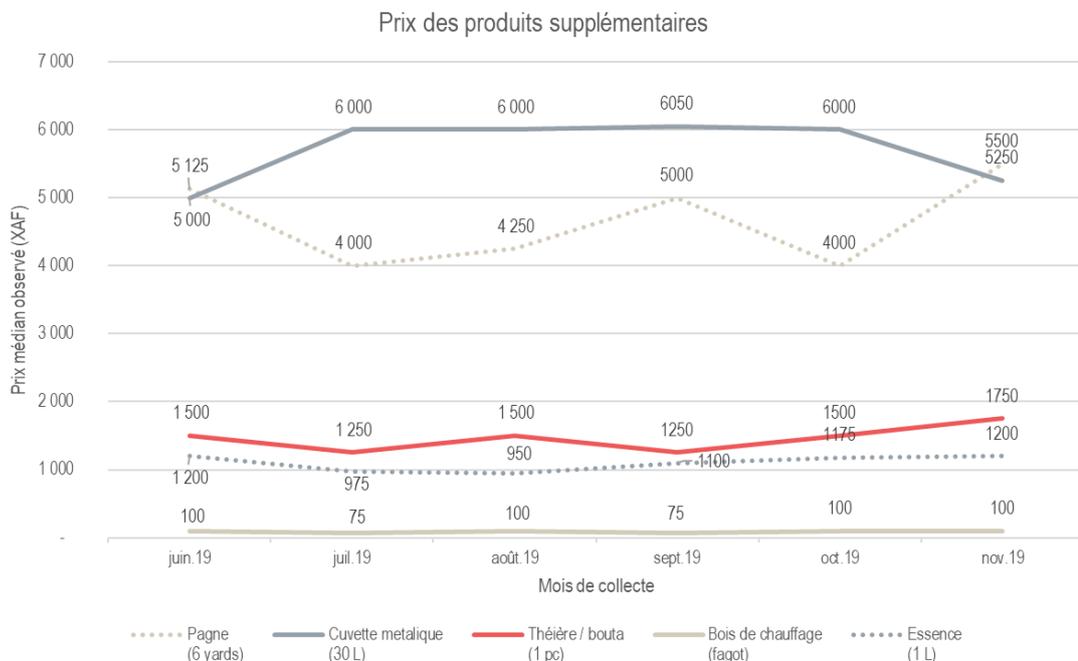
Graphique 3. Graphique présentant l'évolution des prix des produits alimentaires du PMAS, pour l'ensemble des localités évaluées entre juin et novembre 2019.



Pour les produits d'hygiène du PMAS, les prix ont été globalement plutôt stables au cours des six mois de collecte. Particulièrement, on remarque qu'un produit comme le savon présente un prix identique sur toute la période. Même s'il est vrai que les prix présentés sont ceux des médianes nationales obtenues, en examinant les données, une même tendance à la stabilité pour ce produit peut être constatée, quelle que soit la zone.

Graphique 4. Graphique présentant l'évolution des prix des produits d'hygiène du PMAS, pour l'ensemble des localités évaluées entre juin et novembre 2019.

Enfin, **pour les produits supplémentaires**, suivis en parallèle des articles du PMAS, les prix ont également été plutôt stables, à l'exception du pagne dont le prix a connu quelques fluctuations. Cela peut être dû aux différences de qualité considérées par les enquêteurs. Par ailleurs, on peut noter que des produits comme la théière/bouta et l'essence ont connu une augmentation continue depuis le mois de septembre. Pour la bouta, elle est généralement plus chère dans les localités de Bangassou et Obo ou encore Bria et Kagabandoro pour le mois de Novembre particulièrement. En ce qui concerne l'essence, le prix au litre est globalement plus élevé à Bangassou, Bria, Kagabandoro, Kouango et Obo.



Graphique 5. Graphique présentant l'évolution des prix des produits supplémentaires, pour l'ensemble des localités évaluées entre juin et novembre 2019.

Zone ouest (Bocaranga, Bossangoa, Bouar et Paoua)

50 242 XAF

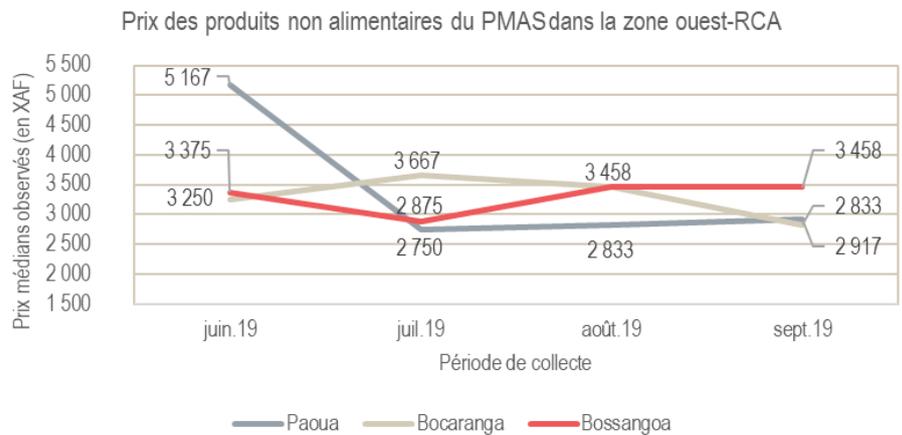
Prix médian du PMAS sur
les six premiers mois de
collecte

Pour la zone ouest, si l'on considère uniquement les marchés pour lesquels des données sont disponibles sur une période d'au moins trois mois, à savoir Bocaranga, Bossangoa et Paoua, le prix médian du PMAS enregistré pour les six premiers mois de collecte est de **50 242 XAF**⁴.

Ce niveau de prix est **en-deçà du prix médian national généralement observé** au cours des mois de collecte, autour de 60 000 XAF. En effet, les marchés de la zone ouest, à l'exception de Bouar, présentent généralement un prix pour le PMAS qui est inférieur à celui observé à l'échelle nationale. Pour **Bouar**, pour les mois de juin et juillet pour lesquels les données sont disponibles, ce sont les prix élevés de produits comme la moustiquaire, la bâche, la marmite, le manioc et la viande qui expliquent un niveau de prix du PMAS supérieur à la médiane nationale. Les marchés de **Paoua et Bossangoa**, lorsqu'ils sont évalués, présentent des PMAS dont les coûts figurent parmi les moins élevés de tous les marchés évalués. Le prix du PMAS a été jusqu'à 38% pour Paoua et 30% pour Bossangoa moins élevé qu'au niveau national en juin 2019. Comme mentionné auparavant, cela dépend du profil des marchés couverts chaque mois mais cela permet de fournir une première appréciation de la zone. Concernant **Bocaranga**, le marché présente des niveaux de prix plus similaires à ceux observés au niveau national. La situation de la localité est étudiée plus en détails ci-dessous.

En ce qui concerne l'intégration des marchés, il est pertinent d'observer les variations de prix au cours des quatre premiers mois de collecte pour les marchés où des données consécutives sont disponibles, à savoir Bocaranga, Bossangoa et Paoua. Bien que quatre séries de collecte ne soient pas suffisantes pour statuer de l'intégration de la zone (la saisonnalité par exemple est un facteur déterminant qui doit être pris en compte et qui ne ressort pas nécessairement sur une période de quelques mois seulement), cela permet de fournir une première image indicative.

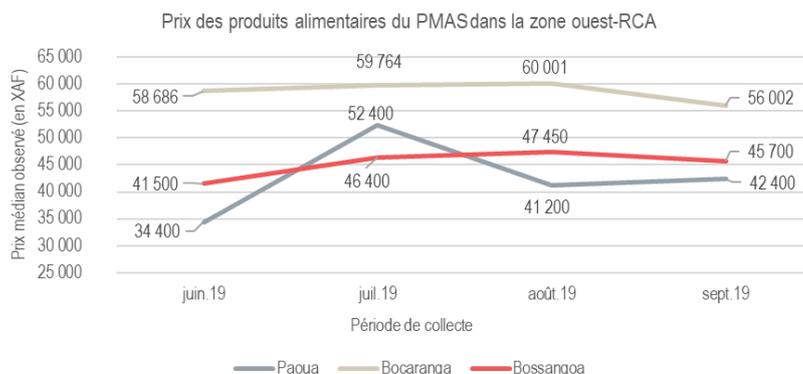
En comparant donc les données disponibles, on constate alors que la zone n'est pas homogène. **Les prix varient de façon dissociée d'un marché à l'autre**, à la fois pour les produits alimentaires et non alimentaires. Les graphiques 6,7 et 8 ci-dessous montrent des courbes de prix plutôt éparpillées en termes de niveaux de prix, et qui s'entrecroisent signifiant donc que les marchés suivent des tendances différentes, voire opposées.



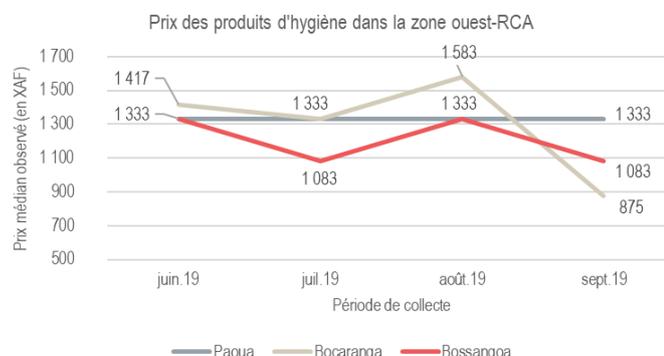
Graphique 6. Graphique présentant l'évolution des prix des produits non alimentaires du PMAS pour trois marchés de la zone ouest de la RCA entre juin et septembre 2019.

⁴ Pour ces trois marchés, les prix médians du PMAS pour chaque mois entre juin et novembre 2019 ont été repris. Sur cette base, la médiane de ces six mois a été calculée, pour chaque marché. Puis, la médiane de ces médianes par marché a été calculée. De plus, les prix des PMAS ont été considérés dans leur ensemble, sans ôter les prix des produits non disponibles sur les marchés (c'est-à-dire ceux pour lesquels REACH a considéré le prix médian national). En d'autres termes, à titre d'exemple, ce calcul n'a pas pris en compte le fait que le maïs n'était pas disponible à Bocaranga au mois de juillet. Le prix médian du mois de juillet retenu est celui qui avait été obtenu grâce au remplacement du prix du maïs par le prix observé à l'échelle de toutes les localités évaluées ce mois-ci. Cependant, les produits indisponibles ont été ôtés des calculs de variations afin d'apprécier les évolutions propres à une zone uniquement.

Toutefois, on peut souligner que les marchés de **Bocaranga et Bossangoa semblent plus connectés entre eux**, notamment pour les produits alimentaires et d'hygiène, comme le montrent les graphiques 7 et 8. Les courbes de prix, bien que dissociées, semblent suivre une trajectoire similaire au fil des mois. Par exemple, pour ces deux marchés, on remarque que les prix des produits alimentaires augmentent légèrement entre juin et août 2019 puis chutent de plus ou moins 6% au mois de septembre 2019.



Graphique 7. Graphique présentant l'évolution des prix des produits alimentaires du PMAS pour trois marchés de la zone ouest de la RCA entre juin et septembre 2019.



Graphique 8. Graphique présentant l'évolution des prix des produits d'hygiène du PMAS pour trois marchés de la zone ouest de la RCA entre juin et septembre 2019.

En termes d'évolution des prix, si l'on considère uniquement le marché de **Bocaranga**, pour lequel des données sont disponibles pour tous les mois de collecte, on constate que le prix médian du PMAS a varié alternativement à la hausse et à la baisse, avec **une variation médiane de +8%, d'un mois à l'autre**⁵. La plus forte hausse a été enregistrée entre le mois de septembre et le mois d'octobre (+17%⁶), du fait de l'augmentation des prix de l'ensemble des produits, à la fois des produits alimentaires et non alimentaires, y compris les produits d'hygiène. Plus particulièrement, **les prix de la viande et de l'arachide ont triplé pour une quantité de référence** ; de 1 000 XAF à 3 000 XAF pour 1kg de viande et de 450 XAF à 1300 XAF pour 1kg d'arachides. De la même manière, les prix de la marmite et du savon ont doublé ou presque : de 100 XAF à 200 XAF pour le savon de 200g et de 2 500 à 4 000 XAF pour une marmite de 5L. Selon les enquêteurs sur le terrain, au cours du mois d'octobre, en raison de la situation sécuritaire instable dans la zone de Kouï, localité située à environ 40 km de Bocaranga, plusieurs commerçants ont pris l'initiative de fermer leurs boutiques, sur plusieurs jours. Ces perturbations du marché pourraient expliquer une hausse des prix pour l'ensemble des produits suivis, via une baisse de l'offre qui se traduit par une augmentation des prix proposés par les commerçants ouvrant leurs boutiques, à la fois ceux achetés localement et ceux qui sont acheminés via les axes routiers. Par ailleurs, toujours selon les enquêteurs de la zone, le début de la période de transhumance transfrontalière amène les éleveurs à chercher des pâturages pour leurs bêtes et donc à s'éloigner des villes, augmentant ainsi le prix de la viande pour la localité de Bocaranga. **Au mois de novembre 2019, la tendance à la hausse s'est confirmée pour le deuxième mois consécutif**, avec un PMAS plus cher de 8% par rapport au mois d'octobre. Cela est principalement dû à la hausse des prix des produits alimentaires, notamment le manioc, le riz et le sel. Concernant le manioc, une mission d'investigation menée par la *Food and Agriculture Organisation* (FAO) et le Cluster Sécurité Alimentaire en juillet 2019 faisait état d'une maladie de manioc dans plusieurs communes de la sous-préfecture de Dékoa. Bien que cela n'ait pas été recensé directement à Bocaranga, il n'est pas impossible que cette maladie se soit tout de même propagée dans la mesure où, toujours selon le même rapport, « ces cas de pourriture multiforme des tubercules se sont accentués depuis le début du mois de janvier 2019 »⁷.

⁵ Cette fois-ci, le prix du PMAS pris en compte est celui qui ne présente que les produits disponibles sur le marché de Bocaranga de mois en mois, afin de capter l'évolution des prix propre à la zone de Bocaranga. Ainsi, à titre d'exemple, pour obtenir l'évolution entre le mois de juin et le mois de juillet 2019, le maïs a été écarté du calcul du PMAS car il était indisponible dans la localité au mois de juillet.

⁶ De la même manière, le prix des haricots n'a pas été considéré car ils étaient indisponibles sur le marché au mois de septembre 2019.

⁷ Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture et Cluster Sécurité Alimentaire, Présentation « Restitution de la mission d'investigation de la maladie du manioc suspectée dans le village Bahiri sur l'axe Dekoa-Kagabandoro – du 24 au 26 juillet 2019 », juillet 2019.

Le tableau 1 présente un résumé des prix médians observés pour les six premiers mois de collecte ainsi que des principales indisponibilités, par type de produits et par localité. Les indications au niveau national et de la zone concernée sont également renseignées. En ce qui concerne les articles notés comme non disponibles, il s'agit des articles qui ont été répertoriés comme indisponibles au moins deux fois au cours des six premiers mois de collecte.

Marchés	Prix médian du PMAS non alimentaire (en XAF)	Articles non disponibles	Prix médian du PMAS alimentaire (en XAF)	Articles non disponibles	Prix médian du PMAS hygiène (en XAF)	Articles non disponibles	Prix médian des produits supplémentaires (en XAF)	Articles non disponibles
Paoua	2 875	Aucun	41 800	Aucun	1 333	Aucun	10 850	Aucun
Bocaranga	3 302	Aucun	59 883	Maïs	1 438	Aucun	12 250	Aucun
Bossangoa	3 375	Aucun	45 700	Aucun	1 083	Aucun	13 750	Aucun
Bouar	3 917	Aucun	65 452	Aucun	1 400	Aucun	10 038	Aucun
National	3 282		59 750		1 417		12 863	
Zone ouest	3 339		52 791		1 367		11 550	

Tableau 1. Présentation des prix médians et de l'indisponibilité des produits suivis dans le cadre de l'ICSM, sur les six premiers mois de collecte, par catégorie de produit et par zone géographique.

Comme évoqué plus haut, les prix de la zone ouest sont principalement en deçà des prix médians observés. De plus, les données obtenues dans la zone reflètent bien les niveaux prix de la zone, dans la mesure où, très peu d'articles ont été enregistrés comme indisponibles. Cela signifie que les prix renseignés étaient toujours, ou presque, les prix pratiqués dans la zone, ils n'ont pas été remplacés par les médianes nationales.

Zone centre (Bambari, Bossembélé, Kagabandoro, Kouango, Sibut)

73 608 XAF

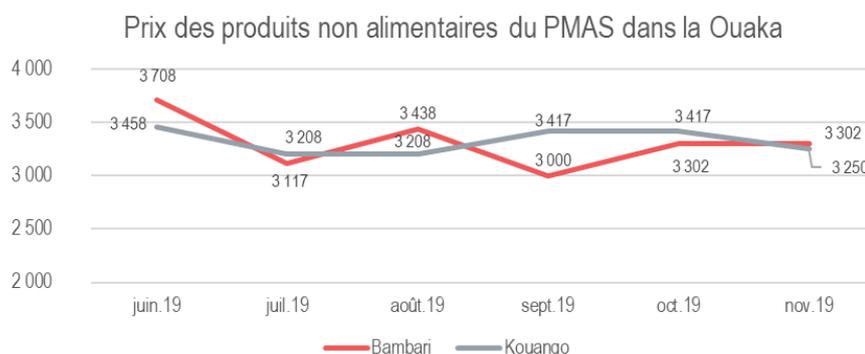
Prix médian du PMAS sur les six premiers mois de collecte

Pour la zone centre, si l'on considère uniquement les marchés pour lesquels des données sont disponibles sur une période d'au moins trois mois, à savoir Bambari, Kagabandoro, Kouango et Sibut, le prix médian du PMAS enregistré pour les six premiers mois de collecte est de **73 608 XAF**⁸. Ce niveau de prix **est plus élevé que prix médian national** généralement observé au cours des mois de collecte.

Plus particulièrement, ce sont les marchés de **Kouango et Kagabandoro** qui présentent les prix les plus élevés ; Kouango a enregistré un PMAS jusqu'à 120% plus élevé que le PMAS national en juillet 2019, tandis que le marché de Kagabandoro était 72% plus cher que la médiane nationale en août. **Bossembélé et Sibut** se situent également généralement au-dessus de la médiane nationale, mais dans une moindre mesure. A l'inverse, le marché de **Bambari**, lorsqu'il est suivi, affiche généralement des prix moins élevés que le PMAS national ou plus rapproché de celui-ci.

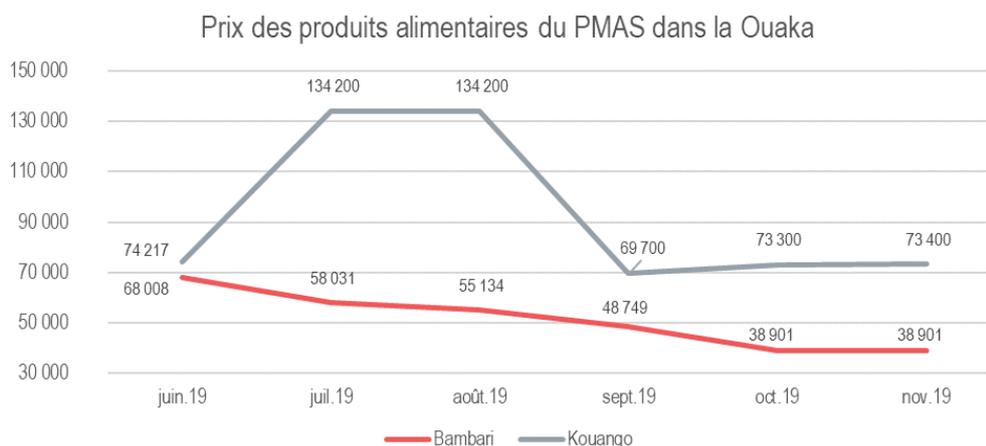
En termes d'intégration des marchés, la zone centre est très difficile à évaluer dans la mesure où la collecte de données n'a pas été régulière au fil des mois. Les raisons sont diverses: les collectes ont été impossibles du fait de contraintes logistiques, de capacités en termes de ressources humaines ou encore sécuritaires.

Toutefois, nous pouvons tenter d'apprécier la situation dans la zone de la Ouaka puisque des données sont disponibles sur cinq cycles de collectes, pour les marchés de Bambari et Kouango. Pour aller plus loin, pour chaque marché, nous pouvons remplacer les données du mois manquant (novembre pour Bambari et août pour Kouango), par les données du PMAS du mois précédent afin de pallier le manque de données consécutives et obtenir ainsi un set de données pour les six mois que couvre la présente analyse. Bien que cela présente des limites, cela nous permet aussi une première appréhension de la zone en termes d'intégration des marchés. Ainsi, on remarque **que deux marchés d'une même préfecture ne sont pas nécessairement intégrés** ; non seulement Bambari et Kouango présentent des niveaux de prix différents, mais les variations de prix enregistrées au cours des mois ne suivent pas une logique similaire entre les deux marchés (voir les graphiques 10, 11 et 12 sur lesquels les courbes sont dissociées et s'entrecroisent). Cela est particulièrement intéressant pour les produits non alimentaires et d'hygiène, qui ne dépendent pas d'une logique d'approvisionnement locale (les routes d'approvisionnement sont détaillées plus loin dans le rapport). Ainsi, la faible intégration de ces deux marchés semble indiquer que **Kouango ne constitue pas un relai d'approvisionnement pour Bambari, et vice-versa**.

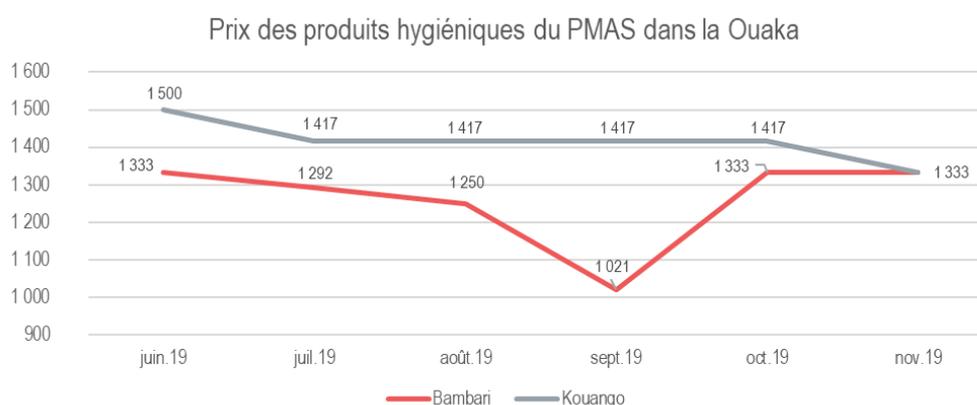


Graphique 10. Graphique présentant l'évolution des prix des produits non alimentaires du PMAS pour trois marchés de la Ouaka entre juin et novembre 2019.

⁸ Ce prix a été obtenu suivant la même méthodologie que pour la zone ouest.



Graphique 11. Graphique présentant l'évolution des prix des produits alimentaires du PMAS pour trois marchés de la zone centre de la RCA entre juin et novembre 2019.



Graphique 12. Graphique présentant l'évolution des prix des produits d'hygiène du PMAS pour trois marchés de la zone centre de la RCA entre juin et novembre 2019.

En termes d'évolution des prix, si l'on considère uniquement le marché de **Bambari**, pour lequel des données sont disponibles pour tous les mois de collecte, à l'exception du mois de novembre, on constate que **le prix médian du PMAS a principalement varié à la baisse** d'un mois à l'autre, avec une variation médiane de l'ordre de -18%, entre juin et octobre 2019⁹. Les plus fortes baisses ont été enregistrées entre le mois de juin et le mois juillet (-22%¹⁰), puis entre le mois de septembre et le mois d'octobre (-20%¹¹). Ces baisses des prix ont été principalement engendrées par la **chute des prix des produits alimentaires**, de l'ordre de 20% pour les deux périodes. Plus particulièrement, pour la période juin-juillet c'est la baisse du prix du manioc (-62%) et des haricots (-30%) qui a été significative, tandis pour la période septembre-octobre, c'est celle du maïs (-76%) et des haricots (-25%) qui a impacté le coût du PMAS. Selon le calendrier culturel de la FAO pour la zone centre de la RCA¹², les mois de juin et juillet correspondent au cœur de la période de semis-récoltes pour le manioc (entre avril et septembre), ce qui pourrait expliquer que ce produit soit continuellement disponible à Bambari, à un prix de plus en plus bas, à mesure que les récoltes progressent. De plus, la récolte de la

⁹ Ces calculs ont été effectués sur la base des PMAS incluant seulement les produits disponibles à Bambari. Ainsi, les produits non alimentaires tels que la moustiquaire, la bâche ou encore la marmite ont parfois été écartés, car indisponibles sur le marché, afin de capter l'évolution des prix propre à la zone.

¹⁰ Comme expliqué, ce calcul a été effectué sans considérer le prix de la bâche, de la marmite et du maïs, indisponibles au mois de juillet 2019.

¹¹ Comme expliqué, ce calcul a été effectué sans considérer le prix de la moustiquaire, du bidon, de la natte, de la bâche, de la marmite et du seau indisponibles au mois de septembre et/ou octobre 2019.

¹² Source : [FAO Calendrier culturel – Un outil d'information pour la sécurité semencière](#).

première saison du maïs se poursuit jusqu'en septembre, expliquant la baisse du prix de ce produit en octobre, lorsque des quantités plus importantes sont disponibles.

Le tableau 2 présente un résumé des prix médians observés pour les six premiers mois de collecte ainsi que des principales indisponibilités, par type de produits et par localité. Les indications au niveau national et de la zone concernée sont également renseignées. En ce qui concerne les articles notés comme non disponibles, il s'agit des articles qui ont été répertoriés comme indisponibles au moins deux fois au cours des six premiers mois de collecte. Pour la localité de Bossembélé, seules les données du mois de septembre 2019 sont disponibles, ce sont donc celles-ci qui sont renseignées dans le tableau ci-dessous et non les médianes comme pour les autres localités.

Marchés	Prix médian du PMAS non alimentaire (en XAF)	Articles non disponibles	Prix médian du PMAS alimentaire (en XAF)	Articles non disponibles	Prix médian du PMAS hygiène (en XAF)	Articles non disponibles	Prix médian des produits supplémentaires (en XAF)	Articles non disponibles
Bambari	3 302	Moustiquaire, bidon, bâche, marmite	55 134	Maïs	1 292	Aucun	12 600	Bois de chauffage
Bossembélé	2 458	Moustiquaire	63 940	Aucun	1 033	Aucun	13 600	Aucun
Kagabandoro	3 656	Moustiquaire, bâche	88 518	Aucun	1 542	Aucun	13 500	Aucun
Kouango	3 417	Aucun	73 400	Aucun	1 417	Aucun	14 900	Bois de chauffage
Sibut	3 500	Aucun	64 066	Aucun	1 417	Aucun	12 863	Bois de chauffage, essence
National	3 282		59 750		1 417		12 863	
Zone Centre	3 417		64 066		1 417		13 500	

Tableau 2. Présentation des prix médians et de l'indisponibilité des produits suivis dans le cadre de l'ICSM, sur les six premiers mois de collecte, par catégorie de produit et par zone géographique.

On constate que **les produits non disponibles sont plutôt des produits non alimentaires**, notamment pour Bambari, Bossembélé et Kagabandoro. Toutefois, ce sont les produits alimentaires qui constituent la majeure partie du PMAS, eux sont en majeure partie disponibles pour la zone centre. Les données utilisées pour le calcul du PMAS ont donc été principalement celles relatives aux prix de la zone et non aux prix nationaux.

Zone sud-est (Bangassou, Obo, Zémio)

69 293 XAF

Prix médian du PMAS sur les six premiers mois de collecte

Pour la zone sud-est, si l'on considère uniquement les marchés pour lesquels des données sont disponibles sur une période d'au moins trois mois, à savoir Bangassou et Obo, le prix médian du PMAS enregistré pour les six premiers mois de collecte est de **69 293 XAF**¹³. Ce niveau de prix est **légèrement plus élevé que prix médian national** généralement observé au cours des mois de collecte.

Toutefois, il est à noter que les données pour **Obo** n'ont été disponibles que pour les trois premiers mois de collecte, de juin à août 2019. Le prix médian mentionné ci-dessus n'est donc pas représentatif des prix de la zone du sud-est. En effet, Obo est une localité enclavée, présentant des prix généralement plus élevés que dans d'autres zones du pays. Son inclusion ou non dans le calcul du prix médian est donc déterminante. **A titre d'exemple, pour le mois de juillet, le PMAS à Obo était 77% plus élevé que celui observé à l'échelle des neuf marchés alors évalués.** Par ailleurs, la localité de **Zémio**, présentant également des prix plus élevés qu'ailleurs en RCA¹⁴ (le prix du PMAS du mois de novembre était 21% plus élevé qu'au niveau national), a été ajoutée à la couverture géographique de l'ICSM qu'à partir du mois d'octobre 2019. Il faudra donc attendre des mois de collecte additionnels afin de pouvoir exploiter les données collectées pour dégager les tendances de la zone.

En termes d'intégration des marchés, une fois de plus, la zone sud-est est très difficile à évaluer dans la mesure où nous ne disposons pas de données pour tous les mois de collecte. Les tendances des prix ne peuvent donc pas être identifiées. Les prochains cycles de collecte nous permettront d'affiner la compréhension de la zone et de qualifier l'interconnexion, si elle existe, entre les différents marchés de la zone.

Pour ce qui est de l'évolution des prix, **Bangassou** est le marché pour lequel nous disposons de données suffisantes pour dégager des premières tendances. Toutefois, il est important de garder à l'esprit que ce marché n'est pas représentatif des prix de la zone. Pour Bangassou, on constate que **le prix du PMAS a été très volatile au cours des six premiers mois de collecte.** Si l'on considère les évolutions de mois en mois qui ont été calculées en ôtant systématiquement les produits indisponibles, afin de n'obtenir que la variation des prix de la localité, alors on obtient une variation médiane positive, de l'ordre de 25%. L'augmentation la plus importante du prix du PMAS a été constatée entre le mois d'octobre et le mois de novembre, +40%, principalement due à l'augmentation des prix des produits alimentaires, +42%¹⁵. En effet, ce calcul exclu de fait la plupart voire la totalité des produits non alimentaires qui étaient indisponibles sur le marché enquêté. Plus particulièrement, ce sont les produits comme le manioc, le riz, le sel et l'huile végétale dont le prix a augmenté.

Le tableau 3 présente un résumé des prix médians observés pour les six premiers mois de collecte ainsi que des principales indisponibilités, par type de produits et par localité. Les indications au niveau national et de la zone concernée sont également renseignées. En ce qui concerne les articles notés comme non disponibles, il s'agit des articles qui ont été répertoriés comme indisponibles au moins 2 fois au cours des six premiers mois de collecte. Pour la localité de Zémio, seules les données du mois de novembre 2019 sont disponibles, ce sont donc celles-ci qui sont renseignées dans le tableau ci-dessous et non les médianes comme pour les autres localités.

¹³ Ce prix a été obtenu suivant la même méthodologie que pour les zones précédentes.

¹⁴ Cela s'explique du fait des conditions logistiques d'accès difficiles depuis Bangui ainsi que par les taxes prélevées par les groupes armés. A titre d'exemple, en décembre 2019, selon le rapport bi-mensuel de INSO, à 24 km de la ville sur l'axe Zémio-Obo, 3 commerçants ont été attaqués puis relâchés après la remise d'une somme d'argent. Voir : INSO, Rapport RCA, Edition #119, 16-31 Décembre 2019.

¹⁵ Ce calcul a été effectué sans considérer le prix du maïs, des haricots et de la viande, indisponibles au mois d'octobre et/ou de novembre 2019.

Marchés	Prix médian du PMAS non alimentaire (en XAF)	Articles non disponibles	Prix médian du PMAS alimentaire (en XAF)	Articles non disponibles	Prix médian du PMAS hygiène (en XAF)	Articles non disponibles	Prix médian des produits supplémentaires (en XAF)	Articles non disponibles
Bangassou	3 667	Tous	57 583	Maïs, haricots	1 750	Aucun	16 725	Aucun
Obo	3 417	Marmite, drap	71 066	Viande	2 083	Aucun	28 050	Bois de chauffage
Zémio	3 750	Aucun	82 305	Aucun	2 292	Aucun	23 100	Aucun
National	3 282		59 750		1 417		12 863	
Zone Sud-Est	3 667		71 066		2 083		23 100	

Tableau 3. Présentation des prix médians et de l'indisponibilité des produits suivis dans le cadre de l'ICSM, sur les six premiers mois de collecte, par catégorie de produit et par zone géographique.

Pour la zone sud-est, on constate que **l'indisponibilité des produits touche à la fois les produits alimentaires et non alimentaires**. Cela renforce le constat selon lequel les localités de cette zone sont particulièrement enclavées avec des difficultés marchandes tant en termes de prix que d'approvisionnement.

Autres zones (Bangui et Bria)

64 782 XAF

Prix médian du PMAS sur les six premiers mois de collecte

Pour **Bangui**, les données sont disponibles pour les mois d'octobre et de novembre 2019, pour le marché de Combattants. Le prix moyen¹⁶ du PMAS pour la capitale est de **64 782 XAF**¹⁷. Ce niveau de prix est similaire à celui observé à l'échelle de toutes les localités pour les mois suivis.

En termes d'évolution des prix, **le coût du PMAS est relativement stable entre les deux mois de collecte**, avec une augmentation mineure de 1%. Cette comparaison ne prend pas en compte les articles indisponibles sur au moins un des deux mois, à savoir la moustiquaire et la bâche (voir tableau 4). Malgré cette faible augmentation, on constate une diminution des prix des produits non alimentaires de 10%¹⁸ et des produits d'hygiène de 13%.

69 331 XAF

Prix médian du PMAS sur les six premiers mois de collecte

Pour la zone est, seulement composée du marché de **Bria**, le prix médian du PMAS pour les six premiers mois de collecte est de **69 331 XAF**, soit comparable au niveau de prix de la zone sud et légèrement au-dessus des médianes nationales observées au fil des mois.

L'extension de la couverture géographique de l'ICSM permettrait à terme de suivre les prix et disponibilités des produits sur des marchés additionnels et donc de pouvoir analyser l'intégration de la zone, les routes d'approvisionnement ainsi que les aires d'influence de chaque marché.

En termes d'évolution des prix, le coût du PMAS avait augmenté de l'ordre de 15% entre les mois d'août et septembre et de 17% entre septembre et novembre. Cette **augmentation est principalement due à une augmentation des prix des produits alimentaires**, notamment du manioc, de l'arachide, de l'huile végétale et du sel.

Le tableau 4 présente un résumé des prix médians observés pour les six premiers mois de collecte ainsi que des principales indisponibilités, par type de produits et par localité. Les indications au niveau national et de la zone concernée sont également renseignées. En ce qui concerne les articles notés comme non disponibles, il s'agit des articles qui ont été répertoriés comme indisponibles au moins deux fois au cours des six premiers mois de collecte.

Marchés	Prix médian du PMAS non alimentaire (en XAF)	Articles non disponibles	Prix médian du PMAS alimentaire (en XAF)	Articles non disponibles	Prix médian du PMAS hygiène (en XAF)	Articles non disponibles	Prix médian des produits supplémentaires (en XAF)	Articles non disponibles
Bangui	3 531	Moustiquaire, bâche	60 397	Aucun	875	Aucun	10 188	Bois de chauffage
Bria	3 083	Bâche, marmite	64 914	Aucun	1 333	Aucun	14 900	Aucun
National	3 282		59 750		1 417		12 863	

Tableau 4. Présentation des prix médians et de l'indisponibilité des produits suivis dans le cadre de l'ICSM, sur les six premiers mois de collecte, par catégorie de produit et par zone géographique.

¹⁶ Ici, ce n'est pas la médiane qui a été calculée car nous disposons de seulement deux mois de collecte de données.

¹⁷ Ce prix ne tient pas compte des produits indisponibles. Ils ont été remplacés par les prix observés à l'échelle nationale pour les produits manquants.

¹⁸ Ces calculs ont été effectués sans considérer le prix de la moustiquaire et de la bâche indisponibles au mois d'octobre et/ou de novembre 2019 pour les produits non alimentaires.

L'APPROVISIONNEMENT

Le second pilier de l'ICSM est la meilleure compréhension des stocks et des routes d'approvisionnement pour les marchés évalués. En effet, l'objectif est de comprendre comment s'approvisionnent les commerçants et s'ils seraient en mesure de répondre à une hausse rapide de la demande, suite à une intervention de type transferts monétaires dans leur localité. Pour cela, il est primordial d'obtenir des informations sur les lieux de production des articles suivis, les délais et moyens d'acheminement ainsi que les facteurs qui expliquent les ruptures de stock. Un autre aspect est celui de l'anticipation des chocs et facteurs pouvant affecter un marché : fermeture d'une frontière, tensions sécuritaires dans une zone, dégradation des axes routiers etc.

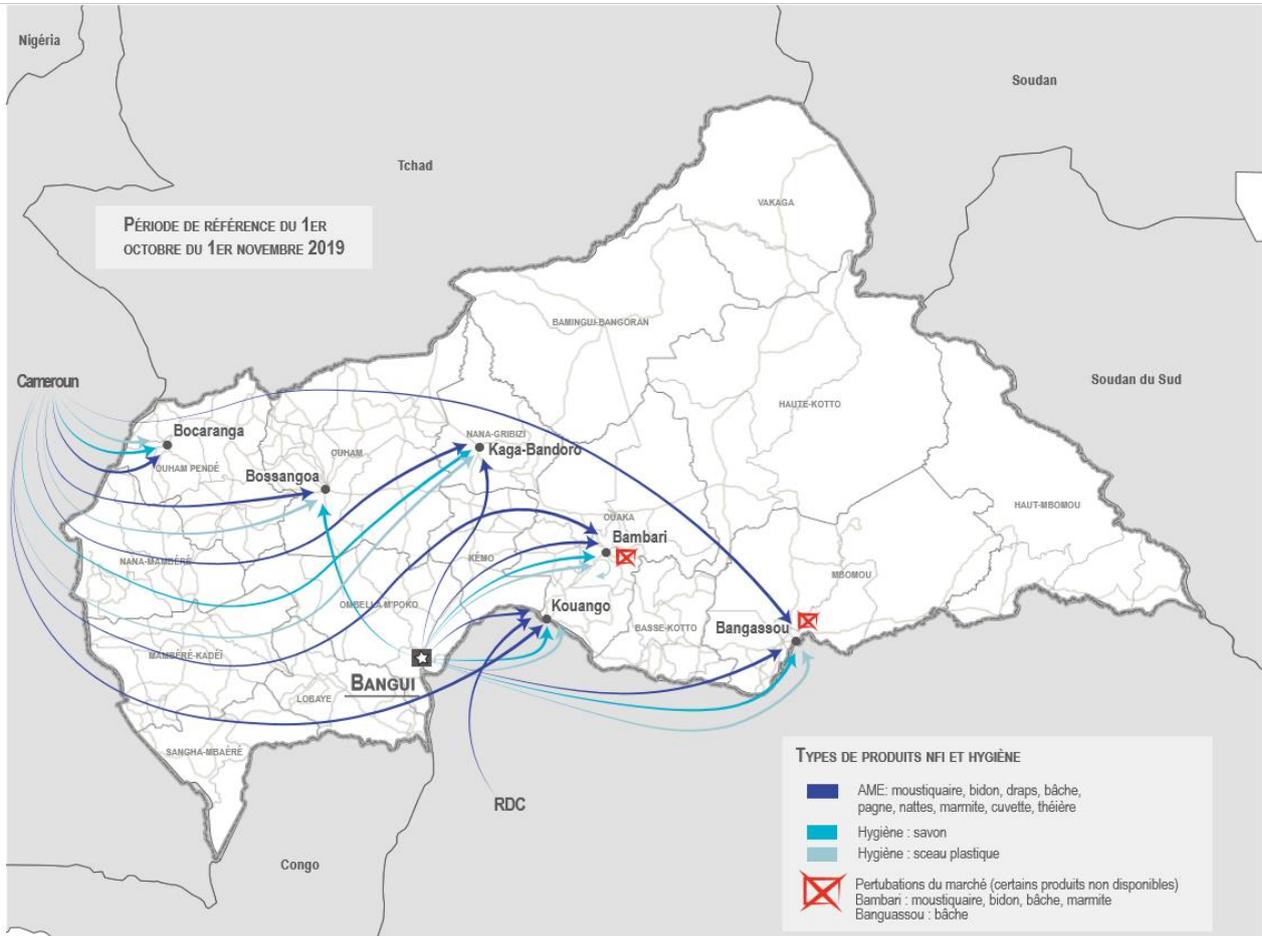
Toutefois, de façon générale, pour les six premiers mois de collecte, il apparaît que les difficultés d'approvisionnement sont de deux ordres ; structurelles et conjoncturelles. D'une part, selon les retours des enquêteurs sur le terrain, les commerçants peinent à recevoir les marchandises principalement du fait du mauvais état des routes et de l'insécurité sur les axes routiers. **Le transport est la principale cause évoquée par les commerçants en cas de rupture de stock, et ce pour toutes les localités évaluées.** En effet, les marchandises, lorsqu'elles ne sont pas produites localement, sont acheminées par la route, aussi la fluidité du transport est un facteur déterminant. D'autre part, d'autres facteurs interviennent, ponctuellement et perturbent également l'approvisionnement des marchés. Il s'agit principalement de la saison des pluies et de l'insécurité. En effet, la saison des pluies perturbe la récolte de produits alimentaires comme le maïs, le manioc ou encore l'arachide qui deviennent plus rares sur les marchés. De plus, les fortes pluies compliquent l'accès des camions de marchandises aux localités, notamment les plus reculées telles que Obo, Bangassou ou encore Bria. Pour ce qui est de l'insécurité, outre les complications récurrentes qui peuvent survenir sur les axes, une dégradation sécuritaire ponctuelle dans une localité peut avoir de fortes répercussions sur les marchés ; les paysans ont peur d'aller aux champs, les commerçants ferment leurs boutiques résultant ainsi en une journée dite de « marché mort ». Ce type d'événement a déjà eu lieu dans les localités de Bocaranga, Bambari et Obo depuis le début de l'ICSM.

Quant aux principales routes d'approvisionnement, **pour les produits non alimentaires**, elles sont au nombre de deux : le Cameroun et Bangui (cf. carte 1). Les cartes présentées dans ce rapport s'appuient uniquement sur les données collectées au mois d'octobre et présentent les lieux d'achat des marchandises par les commerçants. Ainsi, on note que la majorité des commerçants achètent leurs marchandises directement au Cameroun, y compris pour les marchés des localités plus éloignées comme Bambari, Kouango ou Bangassou. Outre le Cameroun, Bangui reste le point de transit de la majeure partie des marchandises en RCA. Les produits sont ensuite redistribués en région.

Il est intéressant de noter donc que les marchés sont très peu connectés entre eux, comme déjà évoqué lors de l'analyse des tendances de prix. En effet, il semblerait que les marchés urbains ne servent pas de relai à d'autres marchés urbains, c'est-à-dire que Bocaranga ne semble pas approvisionner Bossangoa et Bambari ne semble pas approvisionner Kouango par exemple. Chaque marché de l'ICSM semble constituer un pôle en soit. Il serait donc utile à présent d'intégrer des marchés satellitaires, de plus petite taille, dans le suivi des marchés, afin de voir quelle est la zone d'influence de ces marchés urbains et à quelle échelle se situent les interconnexions.

Carte 1. Principales routes d'approvisionnement des commerçants en articles ménagers essentiels, pour les marchés évalués lors de la collecte du mois d'octobre 2019.

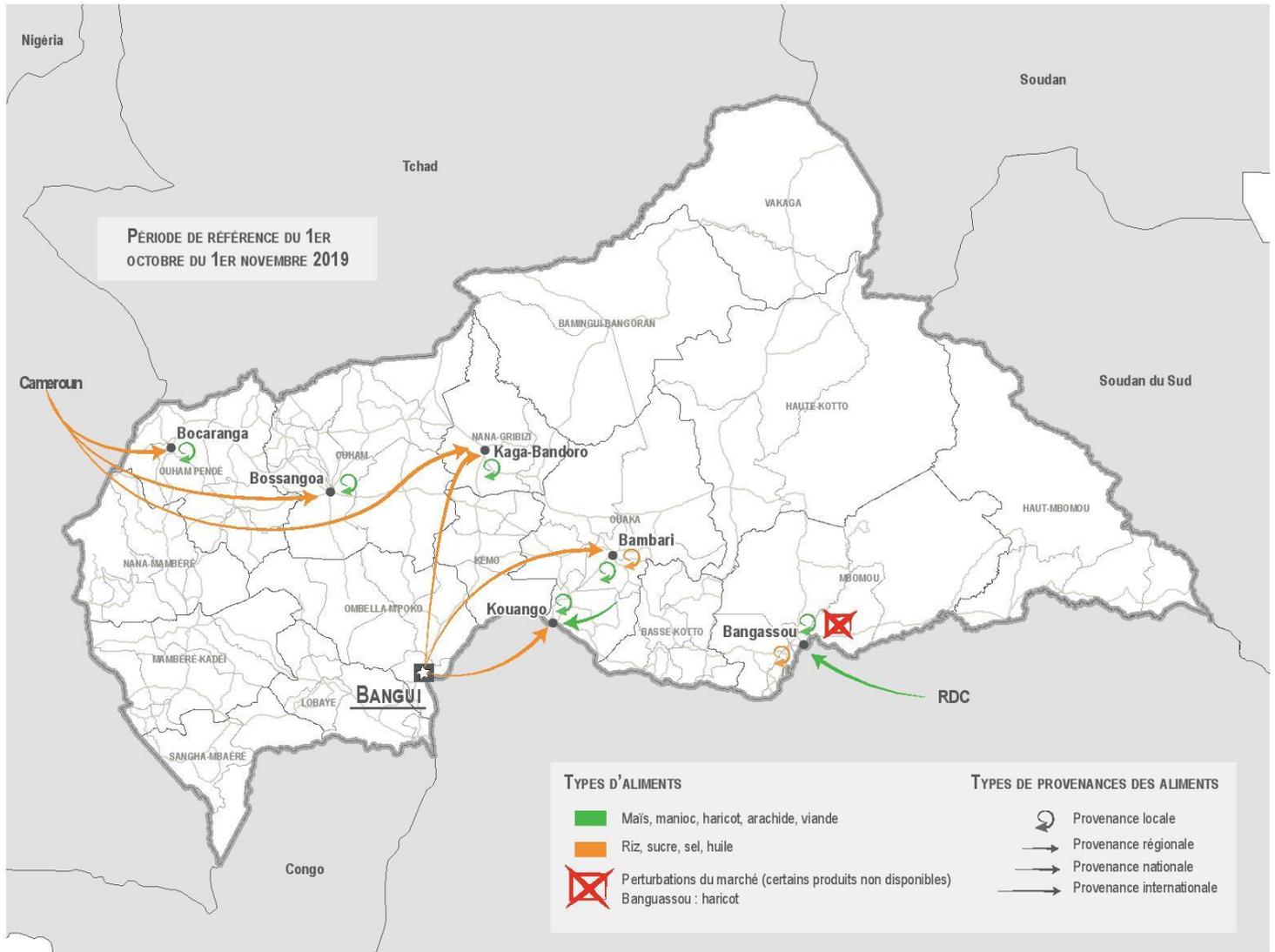
Source : données de l'ICSM, octobre 2019, question sur le lieu d'achat des marchandises.





Carte 2. Principales routes d'approvisionnement des commerçants en biens alimentaires, pour les marchés évalués lors de la collecte du mois d'octobre 2019.

Source : données de l'ICSM, octobre 2019, question sur le lieu d'achat des marchandises.



Pour les produits alimentaires, il semble que l'approvisionnement dépende du type de produit considéré. En effet, pour les articles comme le riz, l'huile végétale, le sucre et le sel, qui ne sont peu ou pas produits en RCA, alors ils sont achetés au Cameroun et/ou à Bangui par les commerçants, à l'instar des produits non alimentaires (cf. carte 2). A noter toutefois la provenance depuis la République Démocratique du Congo de ces produits pour la localité de Bangassou. Pour les denrées telles que le maïs, le manioc, les arachides, les haricots et la viande, elles sont produites et achetées majoritairement localement. De la même manière que pour les produits non alimentaires, les marchés urbains suivis ne semblent pas connectés entre eux.

CONCLUSIONS ET PERSPECTIVES

Au vue des six premiers mois de collecte de données dans le cadre de l'ICSM, il ressort que de nombreuses précautions méthodologiques sont nécessaires, limitant ainsi la portée de l'analyse. Des cycles supplémentaires et réguliers en termes de couverture géographique devraient permettre d'atténuer ces limites ou biais d'analyse et confirmer ou infirmer les premières tendances dégagées.

Une fois ces limites prises en considération, plusieurs conclusions se dessinent sur la base des premières informations collectées.

Tout d'abord, **les marchés urbains suivis en République Centrafricaine semblent peu connectés entre eux**, y compris au sein d'une même zone d'étude. Une extension de la couverture géographique de l'initiative devrait permettre de recentrer l'analyse au niveau des localités et donc de dégager des pôles d'influence plus précis dans les différentes zones de RCA. En effet, les marchés suivis à ce jour dans le cadre de l'ICSM présentent des niveaux de prix qui suivent des logiques différentes et indépendantes ; les prix d'un marché ne semblent pas impacter les prix d'un autre marché de la même zone. Par ailleurs, les marchés dépendent d'un approvisionnement externe, depuis le Cameroun principalement, et interne, centralisé à Bangui pour la plupart des produits suivis. A noter toutefois, que les produits alimentaires, issus de cultures sont principalement produits localement (maïs, manioc, arachide et haricots). Ainsi, il serait intéressant d'approfondir l'hypothèse selon laquelle les marchés urbains suivis constituent des pôles d'approvisionnement à leur tour pour des marchés satellitaires et ruraux. L'étude des zones d'influence de ces différents marchés serait une piste d'analyse utile afin de comprendre les systèmes de marchés en RCA.

Ensuite, **les prix des produits suivis sont largement volatiles**, notamment pour les produits alimentaires. Cette volatilité est en partie due à la saisonnalité mais aussi aux conditions sécuritaires de la localité. L'analyse préliminaire des tendances de prix montre que certains produits, d'une part, bénéficient d'un prix relativement fixe, plus ou moins élevé selon les localités ; par exemple le savon peut être vendu 200 XAF ou 500 XAF selon les localités mais son prix ne varie que très peu au fil des mois. D'autre part, d'autres produits présentent des prix variables d'une localité à une autre et d'un mois à l'autre ; par exemple, le manioc peut passer de 200 XAF à 400 XAF le kilo, pour une même localité d'un mois à l'autre, et est plus ou moins cher selon les localités étudiées. Les variations de prix qui en résultent sont donc difficiles à cerner tant en termes de sens que d'amplitude sur les six premiers mois de collecte de données. Toutefois, il convient de souligner à nouveau que des cycles de collecte de données additionnels devraient permettre de sortir d'une analyse de type « micro », afin de dégager des tendances à plus long termes et d'établir des logiques localisées d'évolution des prix. En d'autres termes, davantage de données permettra de comparer les prix des produits selon une période et une localité données et de statuer du caractère « normal » des prix observés.

Enfin, les marchés centrafricains sont **tributaires des conditions d'accès et du transport des marchandises** (l'état des axes routiers, la disponibilité de moyens de transports, les taxes douanières, la sécurité sur les axes). A ces difficultés structurelles, s'ajoutent la saisonnalité et la situation sécuritaire volatile du contexte centrafricain. Tous ces facteurs compromettent les capacités de réapprovisionnement des commerçants. Ces derniers sont souvent dépendants de l'arrivée de camions de marchandises, depuis le Soudan du Sud pour Obo ou depuis Bangui pour Bangassou par exemple, mais dont la fréquence reste incertaine compte tenu des difficultés évoquées plus haut.

ANNEXES

Annexe 1 : Méthodologie de la collecte de données

La démarche évaluative est avant tout collaborative. Les ONG partenaires manifestent leur intérêt et leurs disponibilités pour effectuer le suivi d'un ou plusieurs marchés dans les zones de leur préférence, en coordination avec le GTTM. REACH, pour sa part, assure la formation des équipes en charge de la collecte, le suivi et l'analyse des données collectées ainsi que la restitution des résultats auprès de la communauté humanitaire.

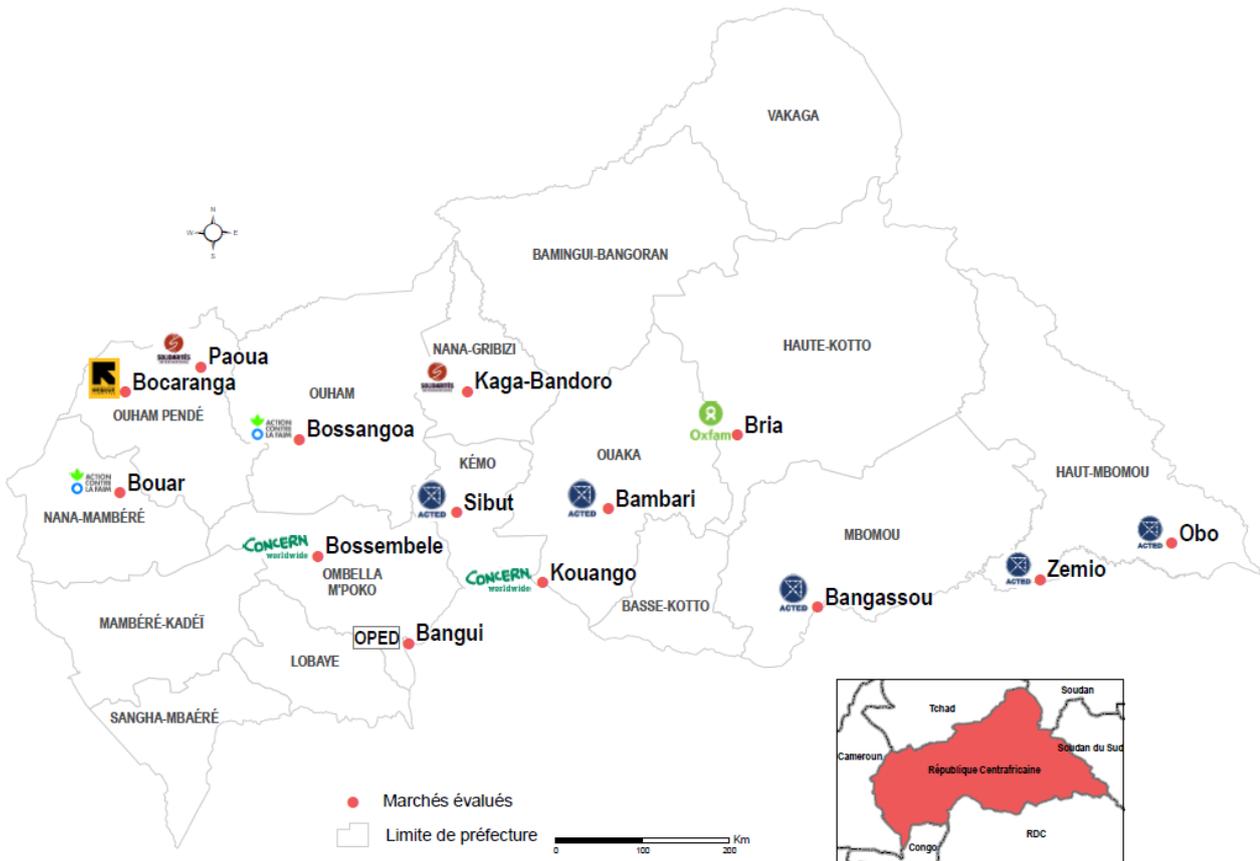
La méthodologie pour l'ICSM est donc basée sur un échantillonnage dirigé. Les partenaires identifient les marchés que les équipes terrain peuvent visiter, principalement les marchés centraux des localités étudiées. Les marchés secondaires peuvent être visités si les équipes terrain en ont les capacités. Dans la mesure du possible, les marchés doivent être suffisamment grands et compter au moins trois grossistes. Ils doivent être ouverts tous les jours et une large gamme de produits doit y être vendue, afin de pouvoir évaluer un maximum de produits sélectionnés. Puis, au sein de ces marchés, les magasins pertinents à visiter sont identifiés. En priorité, ils doivent :

- Etre suffisamment grands pour vendre tout ou une partie des biens évalués ;
- Etre établis de façon permanente ;
- Disposer d'un espace de stockage pour leurs marchandises.

Si un commerçant possède plusieurs magasins sur le marché, un seul d'entre eux doit être considéré pour la collecte de données. Les informations collectées se concentrent sur la disponibilité des produits, le niveau des prix ainsi que les facteurs de ruptures de stocks.

Sur chaque marché évalué, au moins cinq prix par article doivent être collectés auprès de différents magasins pour assurer la qualité et la cohérence des données collectées. Ainsi, pour chaque marché, un minimum de cinq magasins doit être visité. Seuls les produits propres à la consommation sont pris en considération pour les collectes. Les données sont collectées via l'application de collecte de données mobile KoBo.

La collecte de données prend place au cours des dix derniers jours de chaque mois, sur les principaux marchés de la République Centrafricaine. Au terme des six premiers mois de collecte, l'initiative compte sept partenaires (ACTED, Action Contre la Faim, Concern Worldwide, International Rescue Committee, OPED, OXFAM et Solidarités International) engagés sur 14 marchés de RCA, à savoir Bambari, Bangassou, Bangui, Bocaranga, Bossangoa, Bossembélé, Bouar, Bria, Kagabandoro, Kouango, Paoua, Obo, Sibut et Zémio. La carte ci-dessous présente la répartition des partenaires sur le territoire couvert dans le cadre de l'ICSM.



La couverture géographique peut varier d'un mois à l'autre dépendamment des ressources humaines et matérielles des partenaires opérationnels mais aussi du niveau de sécurité de la zone évaluée. Sur chaque marché, les équipes de terrain enregistrent les prix et la disponibilité des produits alimentaires et non alimentaires de base, vendus dans les magasins et étales de ces marchés.

La liste des produits suivis est la suivante :

Non alimentaires		Alimentaires		Hygiène		Combustibles	
Moustiquaire	Pièce carrée	Maïs	Grains, 350 g	Savon	Semi-industriel, 200 g	Essence	1 L
Bidon rigide	20 L	Manioc	Cossette, 500 g	Seau	20L, en plastique	Fagot de bois	Taille moyenne
Pagnes	6 yards	Riz	500g	Bouta	1 pièce		
Drap	2 pers.	Haricot	500g				
Natte	1 pers.	Arachide	Séchées, 150 g				
Bâche	4x5 m	Viande	Bœuf, 1 kilo				
cuvette	30 L, métal	Huile Végétale	1 litre				
Marmite	5 litres	Sucre	200 g				
		Sel	150 g				

Annexe 2 : Liste et liens des productions de l'ICSM

Fiches informatives et bases de données produites pour les six premiers mois de collecte de l'ICSM.

[Fiche informative Juin 2019](#)

[Base de données Juin 2019](#)

[Fiche informative Juillet 2019](#)

[Base de données Juillet 2019](#)

[Fiche informative Août 2019](#)

[Base de données Août 2019](#)

[Fiche informative Septembre 2019](#)

[Base de données Septembre 2019](#)

[Fiche informative Octobre 2019](#)

[Base de données Octobre 2019](#)

[Fiche informative Novembre 2019](#)

[Base de données Novembre 2019](#)